**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION DE LA BASE
DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DU TARN ET DE LA GARONNE
(SAINT-NICOLAS-DE-LA-GRAVE)**

A.D. n° 2009-2039

Le Président du Conseil Général
de Tarn-et-Garonne,

VU la convention modifiée du 7 juin 1973 notamment en son avenant n° 3, conclue entre EDF et le Syndicat Mixte pour l'aménagement et la mise en valeur du plan d'eau du Tarn et Garonne portant autorisation d'occupation consentie au Département de Tarn-et-Garonne ;

VU la délibération du Conseil Général portant, en date du 27 juin 2000, départementalisation de la Base de Plein Air et de Loisirs ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 mars 2001, portant transfert d'activité au Département de Tarn-et-Garonne ;

VU la loi n° 84-610 du 16 janvier 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;

VU le Code de la Route et de la Voirie Routière ;

VU les articles L 3221-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

A R R E T E :

Chapitre I : Dispositions générales

Article 1er : Objet

Les dispositions du présent arrêté régissent l'organisation administrative générale de la Base de Plein Air et de Loisirs du Tarn et de la Garonne située sur la commune de Saint-Nicolas-de-la-Grave.

Chapitre II : Utilisation du domaine

Article 2 : Circulation et stationnement

Le stationnement des véhicules du personnel de la Base, des visiteurs et usagers de la Base de Plein Air et de Loisirs se fait sur les emplacements réservés à cet effet, situés à l'entrée du site.

La circulation de tout véhicule terrestre à moteur est interdite dans le périmètre de la base, sauf véhicules spéciaux et à usage spécifique.

La voirie interdite aux véhicules des visiteurs pourra être empruntée par les véhicules de la clientèle hébergée, des services techniques et des fournisseurs, des personnes à mobilité réduite et des véhicules tractant un bateau.

Les conducteurs de voitures autorisées à emprunter les secteurs normalement interdits à la circulation automobile devront pouvoir justifier, auprès de l'agent chargé du contrôle, de leur situation.

Les services d'Electricité de France sont autorisés, pour leurs besoins propres, à circuler sur le réseau routier du site.

L'accès des véhicules de secours demeure prioritaire.

La vitesse est limitée à 30 Km/h sur les voies ouvertes à la circulation. Une réglementation imposant une vitesse de circulation « au pas » est en vigueur sur le site, en fonction de la configuration des lieux.

Les contre-allées et sentiers sont exclusivement réservés aux piétons et aux déplacements en modes doux.

Article 3 : Utilisation privative

L'usage privatif du domaine est soumis à autorisation et au respect des procédures en vigueur.

Chapitre III : Accès du public

Article 4 : Modalités

Les activités de camping, caravaning et camping-cars ou de bivouac ne sont pas autorisées en dehors des zones aménagées.

Les personnes accompagnées de chiens doivent les tenir en laisse et respecter la réglementation relative aux modalités d'accès aux espaces publics.

Il est interdit d'allumer des feux au sol en tout point du site.

Chapitre IV : Activités de loisirs

Article 5 : Conditions

Toute activité physique et sportive ou de loisirs devra être organisée conformément aux textes susvisés.

Les manifestations sportives ou culturelles se déroulant sur la voie publique doivent faire l'objet d'une déclaration ou d'une autorisation auprès de l'autorité compétente.

L'accueil des centres de loisirs et centres de vacances devra se réaliser conformément aux dispositions de l'arrêté modifié du 20 juin 2003 fixant les modalités d'encadrement et les conditions d'organisation et de pratique de certaines activités physiques dans les centres de vacances et de loisirs sans hébergement.

Les usagers sont tenus de respecter les dispositions du règlement intérieur régissant l'accès à la piscine et, pour l'accès au camping les prescriptions du règlement organisant son utilisation.

Chapitre V : Plan d'eau et abords

Article 6 : Sécurité

Les usagers doivent strictement respecter la réglementation délimitant les zones interdites et celles autorisées aux abords de la retenue d'eau, de la digue et des ouvrages d'électricité de France.

Les conditions de navigation sur le plan d'eau et l'exercice du droit de pêche sont fixées par arrêté préfectoral.

Chapitre VI : Exécution

Article 7 : Le Directeur Général des Services du Conseil Général, le Directeur de la Base de Plein Air et de Loisirs, le Directeur des Services Techniques du Conseil Général, les gardes particuliers assermentés et les agents de contrôle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Conseil Général.

Fait à Montauban,
le 22 octobre 2009

Le Président,

*
* *